

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Menaces-sur-la-societe-civile-au-Bresil>

Menaces sur la société civile au Brésil

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : vendredi 24 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Alors que le Brésil fête l'arrivée de Lula, l'Etat du Rio Grande do Sul (capitale Porto Alegre), après quatre années de gestion par le Parti de travailleurs (PT), est repassé à droite lors des dernières élections. Les premières mesures n'ont pas tardées : le 20 janvier, le nouveau gouverneur, M. Rigotto "ordonnait de fermer le Conseil de participation et de développement des communautés noires", selon Ivonete Carvalho, présidente de ce Conseil.

Par Stéphane Fernandez

Crid - 23 janvier 2003

Aux cris de « Rigotto raciste », « plus des préjugés, nous voulons le respect », une cinquantaine de manifestants de la communauté noire, appuyée par des adolescents et des éducateurs du mouvement national des enfants des rues a fait irruption à l'Université catholique de Porto Alegre où se tient une partie des séminaires et débats du Forum social mondial.

« Nous n'avons aucune explication sur les raisons de la fermeture du Conseil des communautés noires », explique Ivonete Carvalho. Ce conseil de participation et de développement des communautés de Rio Grande do Sul est un organe paritaire et participatif. Il existe depuis 1988, centenaire de l'abolition de l'esclavage au Brésil. « On nous a refusé l'accès au Conseil, explique la présidente. Cela montre le désengagement et l'irrespect que ce nouveau gouverneur et son équipe porte aux communautés noires de l'État. Cette action illégale porte aussi atteinte aux actions que nous étions en train de mener pour le Forum mondial de l'éducation et pour le Forum social mondial. »

Comme les autres Conseils de l'État - santé, assistances sociales, éducation, des droits des femmes... -, le CODENE participe à la démocratisation de la vie publique. Sous le gouvernement du Parti des travailleurs, il a eu pour principales activités la formation de défenseurs publics pour aider les victimes des crimes de préjugés et la prévention du racisme. Il s'était aussi engagé dans un projet visant à la reconnaissance des droits de la terre depuis quelques années. En fermant l'accès du Conseil aux représentants de la communauté noire, le gouverneur de l'État nie de fait à la société civile le droit à la participation effective des décisions. Un comble dans l'État du Brésil qui a toujours été à l'avant-garde des combats citoyens et pour Porto Alegre qui nous berçait jusqu'alors de la douce espérance d'un possible autre monde...

Post-scriptum :

[Mediasol :](#)